

## PROGRAMME NATIONAL POUR LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES AGÉES

Création de services de gériatrie  
à travers les différentes wilayas

**Dans le cadre du programme national pour la prise en charge des personnes âgées, des services de gériatrie seront créés dans toutes les wilayas au cours de cette année, a indiqué le ministre de la Santé.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -**  
Avec une espérance de vie de 77 ans chez la femme et 76 ans chez l'homme, la moyenne nationale est de 76,5 ans.

Selon le ministre de la Santé, Djamel Ould Abbès, l'Algérie s'approche de la moyenne de vie européenne. «D'ici 2015, la population comptera 10,2% de personnes

âgées de plus de 60 ans», a-t-il précisé hier, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé qui s'est tenue à l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger sous le slogan «Une bonne santé pour mieux vieillir». Et d'ajouter : «Plus la qualité de vie s'améliore, plus nous prolongeons l'espérance de vie mais aussi le risque de maladies non transmissibles à savoir le cancer, les maladies cardiovasculaires, le diabète et l'insuffisance respiratoire, augmente». Intervenant lors de cette rencontre, le D<sup>r</sup> Madji a évoqué l'inexistence de la spécialité gériatrie (médecine des personnes âgées) en Algérie. Elle a souligné également l'absence d'une formation spécifique du personnel de la santé, notamment dans la prise en charge des personnes âgées en urgence, en psychiatrie, et en rééducation fonctionnelle et réadaptation. A cet effet, le ministre a assuré qu'«en 2012, des services de gériatrie seront créés dans toutes les wilayas». Dans sa communication portant sur le thème «Vieillir en bonne santé :



Photos : DR

**D'ici 2015, l'Algérie comptera 10,2% de personnes âgées de plus de 60 ans.**

Quelle alimentation ?», le professeur Hadj Lekehal a, pour sa part, préconisé une alimentation équilibrée et variée, notamment pour les seniors. «Aujourd'hui, les gens ont tendance à manger gras et sucré. Il y a aussi l'abus du sel dans l'alimentation», dit-il. Des habitudes qui, selon lui, relèvent d'un aspect culturel et sociétal. Toutefois, il n'a pas manqué de souligner que le

pouvoir d'achat empêche souvent d'équilibrer son alimentation.

«Les fruits et les légumes sont recommandés mais les Algériens optent pour les produits glucides tels que les pâtes, accessibles au pouvoir d'achat», explique-t-il. Le professeur a également préconisé une activité physique modérée et adaptée à l'adulte de cet âge.

**R. N.**

II<sup>e</sup> CONGRÈS DE NEUROSCIENCES

## «Les orthophonistes innoveront dans la recherche», selon le professeur Zellal

**Les spécialistes en orthophonie et en neurosciences se sont penchés hier sur la question des soins psychologiques actuels, dans le cadre du I<sup>er</sup> congrès international de neurosciences.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir) -**  
Le professeur Zellal, présidente de la société algérienne de neurosciences, dira pour les orthophonistes, qu'il s'agit de la création et du développement d'une technologie à même de prendre en charge certaines pathologies.

La spécialiste expliquera que ces technologies s'inscrivent dans les neurosciences et sont leur prolongement comme «toutes les techniques de soins en orthophonie sont cognitivo-comportementale.

L'orthophonie est en train d'innover dans la recherche développement en sciences humaines en Algérie. Pour cela, nous avons formé une génération de jeunes chercheurs. Ce sera eux la relève», explique le professeur Zellal. Elle précisera aussi que les chercheurs ont présenté à l'occasion de la rencontre, d'importants et éloquentes posters qui relatent leurs recherches en neurosciences. «C'est l'orthophonie qui innove en Algérie concernant les sciences humaines», notera en outre notre interlocutrice. Parmi les thèmes traités par les spécialistes, celui des enfants traumatisés a été

abordé par le docteur A. Bouslimane de l'EHS de Tizi-Ouzou. Le psychiatre dira que le manuel de prise en charge de l'enfant victime de violences, édité par le ministère de la Santé en 2003, en collaboration avec l'Unicef est un ouvrage qui vient capitaliser un

ensemble d'expériences vécues par les professionnels de la santé mentale dans le cadre des différentes missions qui leur ont été confiées pour prendre en charge des populations victimes d'événements traumatisants comme les inondations de Bab El Oued, les massacres liés au terrorisme et les catastrophes naturelles qui ont touché l'Algérie. Pour l'intervenant, le manuel illustre

l'adaptation de la prise en charge au contexte, en décrivant les dispositifs d'application des techniques alors nouvelles en Algérie acquises à l'étranger, par un noyau d'experts, qui ont diffusé ce savoir à travers une série de formations au profit des praticiens au niveau national. Les experts présents aborderont aussi les questions liées aux troubles du langage chez l'enfant et

à la surdité. La rencontre qui prend fin aujourd'hui est organisée par le laboratoire Slancom Algérie, le Palais de la culture et la société algérienne de neurosciences présidée par le professeur Zellal. Des spécialistes du centre psychotrauma et l'institut de victimologie de Paris et l'université de Paris VIII étaient présents.

**F-Z. B.**

## AMAR TOU À CONSTANTINE

## Un bureau d'études espagnol pour l'extension du tramway

**A en croire le responsable de l'Entreprise du métro Algérie (EMA), qui s'exprimait hier lors de la visite du ministre des Transports à Constantine, les premiers essais techniques extra-muros du tramway de Constantine, dont le taux d'avancement global est de 75%, sont attendus pour la fin de ce mois.**

Toujours est-il que le lancement de cette phase cruciale est tributaire de la régularisation du différend qui oppose l'EMA à l'Entreprise nationale de la navigation aérienne qui, semble-t-il, s'est opposée, par le biais de son antenne locale, au passage de la ligne d'alimentation du poste de transformation (PHT) implanté au dépôt de maintenance de Zouaghi.

Selon les explications fournies par les res-

pensables du projet au ministre, la ligne électrique en question, d'une puissance de 60 000 KV, et la hauteur des poteaux représenteraient un danger pour le trafic aérien, aurait argué l'antenne locale de l'ENNA, sachant que l'aéroport se trouve à quelques kilomètres du dépôt. Cela étant, Amar Tou a sollicité sur place par téléphone le directeur de cette entreprise de bien vouloir solutionner ce problème au plus vite.

Sur un autre chapitre, le ministre a assisté à un exposé présenté par le bureau d'études espagnol Idom portant extension de la ligne du tramway de Constantine vers la nouvelle ville Ali-Mendjeli, sur une longueur de 9 km. Aussi, il sera question à ce titre de l'étude des variantes prévue pour l'extension de la ligne vers la nouvelle ville dans un premier temps et vers la commune

d'El Khroub en seconde phase. Une enveloppe financière de près de 30 milliards de centimes a été dégagée par la tutelle à cet effet.

Un projet qui, semble-t-il, fait couler la salive des responsables de Alstom-Pizzaroti, en charge de l'actuel projet, qui ne ratent, d'ailleurs, aucune occasion pour le faire savoir au ministre à chacune de ses visites.

A cette occasion également, la stratégie de développement du réseau ferroviaire national n'était pas en reste, puisque ce dernier devra passer de 3 919 km (2011) à 10 600 km à l'horizon 2015. «Une stratégie à moyen et long terme qui vise, a souligné le ministre, la couverture de l'ensemble du territoire national jusqu'au point le plus éloigné du Sud.»

**F. B.**

## DROITS DE L'HOMME DANS LA CAPITALE

## La LADDH monte au créneau

**La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), bureau d'Alger, demande la cessation «immédiate» de la répression que subissent les citoyens à chaque fois qu'ils tentent de revendiquer des conditions de vie décentes.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir) -** La situation des droits de l'homme ne s'améliore toujours pas en Algérie. Le constat de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme accable les pouvoirs publics. Le bureau d'Alger de la LADDH considère que les droits élémentaires des citoyens sont bafoués. Cette ligue, qui a animé hier une

conférence de presse, relève que les pouvoirs publics opposent un refus systématique à chaque fois que les citoyens demandent d'exprimer pacifiquement leur ras-le-bol dans la rue. Ceux qui n'ont pas peur d'affronter le mur de la peur et élèvent la voix contre les injustices sont tabassés de fait, relève cette structure. Le nouveau président du bureau d'Alger de la LADDH, M. Dabouz, souligne que rien n'a changé dans le pays depuis la décision de la levée de l'état d'urgence en février 2011, il «dénonce et condamne fermement cette situation». A titre d'exemple, cite l'intervenant, la semaine dernière plusieurs dizaines de réservistes de l'Armée nationale populaire, ayant servi dans la lutte contre le

terrorisme entre 1995 et 1999, ont été empêchés d'organiser une manifestation.

Les retraités de l'armée qui ont tenté de se rassembler le 18 mars dernier devant l'APN n'y ont pas échappé. Par ailleurs, le bureau de la LADDH se dit inquiet pour ce que subit la Commission nationale de surveillance des élections législatives et le black-out qu'elle reçoit de la part de l'administration. «Ceci nous donne déjà une idée sur ce que sera le scrutin prochain qui ne manquera sans doute pas d'irrégularités», note la ligue. Les dérapages de l'administration ne sont visiblement plus à dénombrer. Le cas de Kerchouche Abdelhakim, ancien cadre gestionnaire d'Algérie Télécom, licencié après

avoir fait l'objet de poursuites judiciaires, venu témoigner de sa situation, a été également l'une des injustices que la LADDH a tenu à dénoncer. Selon le témoin, «le traitement inhumain qu'il a subi dans la prison quatre ans avant d'être jugé a fait de lui un aveugle, un diabétique, un hypertendu et un insuffisant rénal». Aujourd'hui, malgré une décision de justice en sa faveur, il se bat toujours contre l'administration qui refuse son intégration. «Toutes ces situations constituent de graves atteintes aux droits de l'homme fondamentaux que garantissent la Constitution et les pactes et traités que l'Algérie s'est engagée à respecter», accuse l'organisation.

**S. A.**